

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de la réglementation et de l'environnement

ARRÊTÉ

LE PREFET DE SAONE ET LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

arrêté préfectoral de mise en demeure

DUPE/BENJ - 2018 - 215.2

**Société SAINT GOBAIN EMBALLAGES
CHALON-SUR-SAONE**

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2002 autorisant la société SAINT GOBAIN EMBALLAGES à étendre, sur le territoire de la commune de CHALON-SUR-SAONE, son activité de fabrication du verre,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-009-0015 du 26 février 2015 ;

VU l'article 3.2.4 de l'arrêté du 09 janvier 2015 relatif aux valeurs limites de concentration de poussières applicables aux rejets atmosphériques,

VU l'article 3.2.5 de l'arrêté du 09 janvier 2015 relatif à la valeur limite de flux spécifique de poussières applicables aux rejets atmosphériques,

VU les résultats d'autosurveillance des rejets atmosphériques de la société SAINT GOBAIN EMBALLAGES,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 juillet 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les rejets atmosphériques du conduit n°2 dépassent les valeurs limites de concentration en et de flux spécifiques sur le paramètre poussières sur les mois de mars, avril et mai 2015,

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à engendrer des atteintes à l'environnement ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code l'environnement en mettant en demeure la société SAINT GOBAIN EMBALLAGES de respecter les prescriptions de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société SAINT GOBAIN EMBALLAGES dont le siège social est situé à COURBEVOIE (92400) 18 avenue d'Alsace est mise en demeure, pour son établissement situé sur le territoire de la commune de CHALON-SUR-SAONE (71100) rue André Chénier, de respecter les articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2015 susvisé au plus tard au 30 novembre 2015.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus par l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société SAINT GOBAIN EMBALLAGES.

Une copie en sera adressée à :

- Madame la secrétaire générale de la préfecture ;
- Monsieur le maire de Chalon sur Saône;
- Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mâcon, le 3 AOUT 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN